



Cercle des Réseaux Européens

Echange avec Norbert Schultes

Responsable du Département économique de
la RP allemande
8 juillet 2020

Le 8 juillet, le Cercle des Réseaux Européens a eu le plaisir d'accueillir Norbert Schultes, Responsable du Département économique de la RP allemande, pour échanger sur le programme de la Présidence allemande, une semaine après son démarrage autour d'un projet profondément renouvelé.

Une mission : la relance de l'Europe

L'Allemagne prend la présidence du Conseil de l'Union européenne avec une mission claire : « Tous ensemble pour relancer l'Europe ». Sortir l'Europe de la crise est l'ambition qui guidera la présidence, avec pour ambition d'assurer que tous les Etats membres vont dans la même direction. Si de nombreuses manifestations collectives sont annulées, les réunions de travail des RP et des Ministres se poursuivent à un rythme soutenu pour cranter des engagements avant la pause estivale.

Un site sur la présidence allemande www.eu2020.de est la grande plateforme d'information du gouvernement allemand pendant la présidence.

Un programme fortement influencé par la crise

Le programme de la Présidence allemande a été amendé du fait de la crise du Covid-19 pour répondre aux urgences. Il est impossible aujourd'hui de savoir comment évoluera le virus mais ce sujet est un point de vigilance pour Berlin qui a pour objectif d'assurer une coordination européenne, notamment en cas de nouvelle vague.

A ce stade, la principale tâche de la Présidence allemande est de répondre aux conséquences de la pandémie. Le premier enjeu sera de traiter les impacts sociaux et économique du Covid-19. Le Sommet européen des 17 et 18 juillet permettra aux Chefs d'Etat et de Gouvernement de s'accorder sur des solutions aux enjeux économiques en adoptant les mesures financières nécessaires.

Le second défi de la Présidence allemande sera de faire aboutir le processus de négociation sur la future relation avec la Grande Bretagne. La GB ayant d'ores et déjà annoncé qu'elle ne demandera pas une prolongation de la période de transition, l'objectif est de finaliser les négociations d'ici la fin de l'année, au plus tard en novembre pour permettre la validation politique d'un éventuel accord.

Une action pour le secteur numérique

L'enjeu le plus important pour le secteur numérique sera de renforcer la souveraineté de l'UE vis-à-vis des dépendances extérieures. Cela passera par un débat politique entre les Etats membres. Le programme Digital Europe est le second enjeu et la Présidence allemande souhaite entamer les négociations dès que le CFP sera finalisé. Un troisième enjeu sera de travailler sur la question de la politique des clouds, Berlin ayant récemment lancé une initiative commune avec la France (GAIA X).

Les négociations d'investissement avec la Chine

Il n'y a eu aucun progrès réel sur les discussions relatives aux accords d'investissement avec la Chine. La Présidence allemande est déterminée à organiser une réunion avec le gouvernement chinois d'ici la fin de l'année. Berlin espère que le gouvernement chinois aura plus de flexibilité pour bâtir une relation sur une nouvelle dynamique.

Plan de relance et CFP

Un accord général sur le contenu technique du CFP devrait être obtenu d'ici décembre. Un premier accord sur l'enveloppe du CFP devrait être trouvé lors du Sommet européen des 17 et 18 juillet. Dès lors, les discussions sur les politiques sectorielles pourront débuter.

Le Plan de relance européen composera avec les exigences de la transition climatique et de l'inclusion sociale. La conditionnalité des financements européens sera certainement le début le plus important et difficile, certains Etats membres ayant très peur que l'argent européen soit dilapidé sans cohérence avec les priorités européennes actuelles.

Pour la Présidence allemande, il faut à tout prix éviter que la relance économique rime avec un retour en arrière de 10 ans sur les efforts environnementaux.

La politique de concurrence

L'enjeu principal pour la politique de concurrence sera de définir ce qu'est le marché pertinent. Le second enjeu sera de moderniser les règles de concurrence pour prendre en compte l'impact de la numérisation. La Présidence allemande souhaite insérer la question du level playing field dans les discussions sur la concurrence mondiale.

Des ambitions en matière de Marché intérieur

Concernant le marché intérieur et la politique industrielle, l'objectif de la Présidence allemande est de mettre en œuvre la stratégie industrielle présentée plus tôt dans l'année pour restaurer et renforcer le marché unique. Il est également question de renforcer le secteur industriel par le biais de la transition numérique et écologique. La Présidence allemande portera une grande attention à la protection des PME. La modernisation des règles de concurrence est également à l'agenda politique. Le premier Conseil Compétitivité aura lieu le 24 septembre et se concentrera sur le marché intérieur. Le second Conseil Compétitivité aura lieu le 19 novembre et se concentrera sur la politique industrielle. Des Conclusions sont attendues sur la politique industrielle en novembre et le travail a d'ores et déjà débuté.

Des enjeux énergétiques

Concernant les questions liées à l'énergie, la Présidence allemande entend axer ses travaux sur les stratégies pour l'intégration intelligente des secteurs et l'hydrogène qui ont été présentées le 8 juillet par la Commission. Ces deux stratégies sont les principaux enjeux énergétiques pour les 6 prochains mois au sein du Conseil. Un Conseil Energie sera organisé le 14 décembre.